

## **L'ÉTAT CRÉATEUR DU PRIVILÈGE ÉCONOMIQUE...**

Le socialisme avait, par certains de ses théoriciens et de ses précurseurs les plus célèbres du XIX<sup>ème</sup> siècle, dans la période que nous pouvons appeler prémarxiste, donné au facteur économique une importance qui était en partie la conséquence de son postulat éthique: l'égalité économique. Même quand ce postulat découlait de principes moraux, comme la justice chez Proudhon, son importance était telle qu'il conduisait ceux qui le professaient à des méditations, des recherches, des découvertes auxquelles, très souvent, ils n'avaient pas songé lors de leurs premières définitions. Il suffisait d'un certain sens de l'équité pour se révolter contre l'exploitation, poussée si loin, de l'homme par l'homme, d'une classe par une autre ou par d'autres, et du spectacle de la misère, si souvent atroce, en voyant l'opulence, si souvent insolente.

Mais ce premier réflexe entraînait vite l'analyse de la société, de sa constitution, de ses bases juridiques, de sa structure matérielle et des lois économiques auxquelles obéissait son mécanisme. Le problème social se posait par là dans toute son ampleur et sa complexité et occupait bientôt la première place. Babeuf l'avait posé succinctement dans le *Manifeste des Égaux*. Saint Simon se livrait à des analyses scientifiques qui allaient ouvrir le chemin plus tard élargi par Karl Marx. Sismondi s'efforça de prendre à bras-le-corps cette réalité dominante. Puis Victor Considérant, qui la continua dans le *Manifeste de la démocratie*, et Proudhon, qui ne se contenta pas de démonter les concepts philosophiques qui inspiraient la constitution inhumaine de la société, mais qui en analysa le fonctionnement et chercha aussi les causes historiques des méfaits qu'il dénonçait.

D'autres penseurs, ou d'autres précurseurs, posaient également le problème social, mais avec moins de vigueur et de profondeur, limités qu'ils étaient par les motivations, soit abstraitement idéalistes, soit simplement religieuses, soit vaguement humanitaristes, qui étaient au moins l'indice d'un éveil de la conscience humaine. Mais la répercussion de leurs efforts ne pouvait porter loin dans l'avenir. Ils en restaient à une vision superficielle de la question sociale; tout au plus pouvaient-ils adoucir ou pousser à adoucir la condition de la grande masse exclue du banquet de la vie. Et ceux qui étaient allés plus loin et en profondeur critiquèrent et attaquèrent ces déclamateurs bien intentionnés dont l'analyse insuffisante faussait la recherche des diagnostics et des remèdes appropriés.

A la vision ou à l'interprétation trop abstraites, incomplètes, métaphysiques même de l'injustice sociale, ils opposèrent les faits dans toute leur crudité, sinon toute leur noirceur, décrivant la misère souvent épouvantable des classes laborieuses, industrielles et paysannes, les conséquences des interminables journées de travail, de l'indescriptible saleté à laquelle étaient condamnées les familles, de la misère, du chômage, des maladies endémiques, de l'exploitation éhontée des enfants. A cela, s'ajoutaient, particulièrement en France, les progrès du matérialisme philosophique et scientifique, qui poussaient les esprits à tenir compte surtout de l'aspect positif des choses et des événements. Si bien que, pour éviter la déviation métaphysique, on tendait à cerner les faits, et ces faits avaient, avant tout, un caractère économique.

Marx et Engels, influencés par la lecture des encyclopédistes matérialistes - Diderot, La Mettrie, d'Alembert, d'Holbach - et par celle, plus directe, de Feuerbach et de Hegel, étaient arrivés à des conclusions non spiritualistes de l'univers et de la vie.

Cette position explique sans doute ou aide à expliquer qu'ils aient aussi donné aux faits matériels

les plus visibles la première place quant à leur importance. C'est sur l'analyse des réalités sociales dont le caractère immédiat était économique qu'ils basèrent le communisme auquel ils avaient adhéré. Il nous est impossible de cerner suffisamment ce qu'ils ont pris aux penseurs socialistes économistes que nous avons cités auparavant, mais la lecture comparée du *Manifeste du Parti communiste* et du *Manifeste de la Démocratie*, de Considérant, nous prouve qu'ils apportaient le renfort de leurs écrits à ce qui existait déjà.

La différence entre eux et leurs prédécesseurs est qu'ils ne se contentèrent pas d'attribuer la première place à l'économie dans les raisons justifiant le communisme: ils y virent la clef de toute l'évolution de l'humanité, la seule explication plausible de tous les changements, les avances et les reculs, les créations et les éclipses dont l'histoire est pleine. Structures juridiques, formes politiques, religion, famille, arts, philosophie, tout n'avait été, n'est et ne devait être pour eux que le reflet des conditions de la production. Et tout ce qui ne répondait pas à ce critère était considéré comme contraire à la science et abstraction métaphysique, car il n'y avait de science valable que la leur.

Dans l'infinie variété des faits dont se compose la vie de notre espèce, et qui caractérisent l'existence des sociétés humaines, on peut toujours, si l'on choisit systématiquement ce qui vous permet de soutenir une thèse déterminée, trouver des preuves, des éléments ou des apparences de vérification. Et l'importance des faits économiques est telle que tout esprit dogmatique peut prouver ce qu'il veut à leur sujet. Les jeux des sophistes sont toujours possibles (1).

Or, parmi les grands facteurs de l'histoire, Marx et Engels veulent expliquer la naissance de l'État. Celui-ci, selon eux, provenait de la nécessité de maintenir l'ordre dans la société où, conséquence de l'apparition de nouvelles techniques de production, les individus qui possédaient ces dernières constituaient une classe maîtresse de la richesse sociale, en lutte contre la classe par eux dépossédée. Cette lutte impliquait le danger d'autodestruction de la société, et l'État avait été créé pour empêcher ce chaos mortel, afin de maintenir un équilibre nécessaire à l'existence collective. On trouve dans ce raisonnement un certain parallélisme avec la théorie rousseauiste de l'accord des habitants primitifs renonçant volontairement à une partie de leur liberté pour instaurer des pouvoirs publics chargés d'assurer l'ordre et la vie de tous.

La thèse marxiste admettait et admet que dans l'équilibre imposé aux classes en lutte contrôlée par l'État, celui-ci était du côté des possédants. On ne nous dit pas par quel processus, à moins que ce ne soit par la suprématie du fait économique qu'il faudrait tout de même expliciter. De toute façon, il est bien le résultat des conflits de classe, et il existe à cause de ces conflits. Aussi, quand la disparition du capitalisme se produira, et elle devra se produire fatalement par la concentration du capital, la paupérisation du prolétariat, la ruine de la bourgeoisie et la contradiction fondamentale entre les modes de production et la structure du capitalisme, l'État, devenu un obstacle à l'évolution de la société, disparaîtra à son tour, et sera relégué au musée des antiquités «avec le rouet de nos grand-mères» (Engels).

L'important, pour la question que nous examinons, est de savoir si cette thèse, que l'on nous présente comme une loi générale résultant d'une interprétation scientifique, est juste. Rappelons que, selon elle, l'État a aussi pour but de défendre la classe possédante contre les prolétaires, les déposés, les exploités, et que «*toujours*» l'économique détermine et domine le politique. Si bien que gouvernement, Parlement, bureaucratie, police, armée et toutes les institutions officielles ne sont que les instruments d'une classe contre une autre classe.

Ce schéma est séduisant par sa clarté, et l'espoir qu'il suscite d'une élimination presque ou totalement automatique; car, en théorie, le marxisme veut aussi la suppression de l'État. Et cette explication économiste simplifie si bien les choses que, même chez Proudhon, on trouve, sans doute pour simplifier la propagande, des affirmations que nous pourrions qualifier de marxistes, si en fin de compte ces considérations ne s'étaient pas trouvées chez d'autres socialistes. Marx et Engels se sont surtout caractérisés par leur systématisation. Mais déjà Proudhon philosophait sur l'homme et dépassait l'économie.

(1) Marx écrivait: «*La religion, la famille, l'État, le droit, la morale, la science, l'art ne sont que des modes particuliers de la production, et tombent sous sa loi générale*». (Manuscrits de 1844). Il le répétera maintes fois par la suite.

Pourtant, nous poserons une question qui, devant l'acceptation quasi universelle de la thèse économie-État, ou privilège économique-organisme de domination politique, peut paraître saugrenue. Cette question, la voici: et si l'on pouvait soutenir la thèse inverse? Si l'organisme politique, l'État était la cause - non pas universelle mais dominante, car rien n'est absolu - de l'inégalité économique? Si c'était là que s'en trouvaient vraiment les racines, et qu'au long de l'histoire apparaissaient les causes les plus réelles? Si l'injustice, le privilège, au lieu d'avoir créé l'État pour se défendre, avaient, le plus souvent, été créés par lui?

Voilà ce que, retenant les leçons de l'histoire, nous nous sommes demandé depuis longtemps. Et nous sommes arrivé à cette conclusion qu'en cela comme en tant d'autres choses, la thèse économiste est fautive, et qu'en conséquence la disparition de l'État, avec l'automatisme prometteur qu'ont imaginé et continuent d'imaginer les disciples de Marx, n'est qu'une billevesée qu'il nous faut dénoncer. Nous allons voir maintenant que notre affirmation de la suprématie du politique sur l'économique - le politique entendu comme l'action des gouvernements, des chefs de guerre, de l'État, des dominateurs armés de tout poil a été, au long de l'histoire, un facteur déterminant qui occupe la première place.

**Gaston LEVAL.**

-----